



HAL
open science

Le marché gazier russe : les enjeux de moyen terme

Catherine Locatelli

► **To cite this version:**

Catherine Locatelli. Le marché gazier russe : les enjeux de moyen terme. Focus gaz, 2007, pp.5-6.
halshs-00177818

HAL Id: halshs-00177818

<https://shs.hal.science/halshs-00177818>

Submitted on 12 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LABORATOIRE D'ECONOMIE DE LA PRODUCTION
ET DE L'INTEGRATION INTERNATIONALE

UMR 5252 CNRS - UPMF

NOTE DE TRAVAIL

N° 4/2007

Le marché gazier russe : les enjeux du moyen terme

Catherine Locatelli

Mars 2007

Le marché gazier russe : Les enjeux de moyen terme

C. Locatelli

Chargée de recherche CNRS, LEPII, Université de Grenoble II
Mars 2007

L'importance de la Russie pour l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne suppose de s'interroger sur la stratégie gazière de ce pays vis-à-vis de son principal marché d'exportation. Les conflits avec l'Ukraine et la Biélorussie en 2005 et 2006, la volonté clairement exprimée d'accéder directement aux consommateurs finaux sur le marché européen, font naître quelques interrogations sur le pouvoir de marché que pourrait exercer la principale société gazière russe, Gazprom, sur son principal marché d'exportation. La stratégie gazière de la Russie est très fortement dépendante des évolutions futures de sa production. Les incertitudes en ce domaine sont nombreuses, comme sont venus le rappeler les prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie, mais aussi celles d'experts russes comme V. Milov, voire même celles du ministre russe de l'économie et des finances, G. Greff. Au-delà de 2010 la Russie aurait des difficultés à satisfaire sa demande intérieure et à répondre à ses engagements contractuels en matière d'exportation. Les réserves ne sont pas en cause, mais l'attentisme de Gazprom en matière de renouvellement des grands gisements de l'époque soviétique, Medevhze, Urengoy et Yamburg, n'est pas sans susciter nombre d'interrogations. Ainsi, selon J. Stern, si Gazprom veut maintenir son niveau actuel de production (550 Gm³), il lui faudra ajouter 70 Gm³ de nouvelles capacités de production d'ici 2015 et 180 Gm³ d'ici 2020.

Gazprom dispose toutefois d'un certain nombre de marges de manœuvre, au premier rang desquelles le recours au gaz de l'Asie centrale. Il dispose d'une deuxième solution, à notre sens importante, qui réside dans le « contrôle » de la consommation intérieure de gaz. Les évolutions de cette dernière sont largement aptes à modifier l'équation gazière de la Russie, et en premier lieu sa capacité d'exportation. Le pays est aujourd'hui un consommateur important de gaz (un peu plus de 400 Gm³ en 2006). Les principaux consommateurs sont le secteur électrique (39 % de la demande gazière), le secteur industriel (30 %) et le secteur résidentiel (20 %). Résultat de la stratégie de gazéification de l'économie russe menée depuis les années 1980, l'essentiel de la production d'électricité est aujourd'hui assurée par des centrales thermiques gaz (70,6 %). L'analyse de la consommation gazière russe est cependant rendue difficile par l'absence d'informations sur les types de consommateurs que fournissent les producteurs indépendants de gaz et les compagnies pétrolières russes qui ont assuré en 2006 une production de 61 Gm³.

La plus grande partie de la demande gazière est en effet couverte par la production de Gazprom mais la contribution des indépendants à la satisfaction des besoins gaziers internes est croissante. En raison des bas prix, le marché gazier est principalement géré par la pratique des quotas de consommation négociés entre Gazprom et les grandes catégories de consommateurs de gaz. La compagnie détermine chaque année la quantité de gaz qui sera, aux prix administrés en vigueur, allouée à chaque catégorie de consommateurs. Au-delà de ces quotas, chaque industriel peut se fournir sur un marché dit « libre » à des prix non régulés. Ce marché est majoritairement approvisionné par les producteurs gaziers indépendants, les compagnies pétrolières russes, voire également par Gazprom.

En dépit des hausses de ces dernières années, les prix internes du gaz demeurent relativement bas, notamment en comparaison des coûts estimés de production de Gazprom. En 2006, les

prix intérieurs régulés ont été en moyenne de 45\$/1 000 m³, mais avec des prix plus bas pour le secteur résidentiel (compte tenu de la présence de fortes subventions croisées résidentiel-industriel) contre des prix en moyenne de 240\$/1 000 m³ pour les exportations à destination de l'Europe. Les hausses de prix sur le marché européen, liées aux clauses d'indexation par rapport aux prix des produits pétroliers, ont renforcé le différentiel entre prix intérieurs et prix à l'exportation. (Les prix sont également différenciés en fonction de zones, au nombre de douze depuis 2005, qui tiennent compte des distances de transport par rapport au principal lieu de production, le district autonome des Yamalo-Nenets dans la région de Tyumen).

Les autorités russes ont pris la décision de procéder à des augmentations progressives des prix du gaz sur le marché intérieur. L'objectif serait que les prix intérieurs russes soient à parité (déduction faite des accises, taxes d'exportation et du coût de transport) avec les prix européens à partir de 2011 pour le secteur industriel, et à partir de 2013 pour le secteur résidentiel. Le calendrier des augmentations pour le gaz régulé adopté le 30 novembre 2006 prévoit ainsi une augmentation de 15 % en 2007 et de 25 % en 2008. En 2009, ils pourraient enregistrer par deux fois une hausse de 13 % et en 2010 une hausse de 13 puis de 12 %. Il reste toutefois difficile de dire précisément ce que seront en, termes absolus, les prix de 2011. De plus, compte tenu des enjeux sociaux, des élections présidentielles à venir, on peut faire l'hypothèse que ces hausses de prix concernent avant tout le secteur industriel et électrique et non pas les ménages. Il n'en demeure pas moins que l'on semble s'orienter au moins vers un doublement du prix régulé actuel.

Une telle évolution est porteuse de conséquences importantes pour le marché intérieur du gaz russe. Elle devrait fournir les incitations économiques nécessaires pour orienter les comportements des consommateurs vers une rationalisation de leur consommation gazière et par voie de conséquence changer la problématique de l'évolution de la production et des exportations gazières russes. D'un côté, les producteurs indépendants et les compagnies pétrolières russes pourraient être incités à accroître leur production et à mieux valoriser leurs réserves qu'ils ne le font actuellement. Ils se trouvent aujourd'hui dans l'obligation de vendre leur production à Gazprom aux conditions édictées par la société gazière. Ils n'ont accès ni aux marchés à l'exportation (en raison du monopole d'exportation de Gazprom) ni au marché intérieur (en raison du monopole de transport de Gazprom). De l'autre côté, une stabilisation de la croissance de la demande gazière serait susceptible d'éviter des augmentations trop importantes de la production. En l'absence de ces hausses de prix, la croissance de la consommation devrait continuer à fortement croître. Selon le ministère de l'économie et des finances, elle devrait augmenter de 20 % d'ici 2010. Enfin, un alignement des prix intérieurs et des prix sur les marchés d'exportation serait susceptible de changer quelque peu la stratégie d'exportation de Gazprom ou tout au moins l'arbitrage actuellement effectué entre vente intérieure et vente à l'export dès lors que sa rentabilité en interne serait assurée. La « prime à l'exportation » dont bénéficient les marchés européens pourrait ne plus être aussi significative qu'actuellement et conduire par conséquent à une flexibilisation de la stratégie d'exportation gazière de la Russie